

RD-CONGO

LE COURRIER
DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

10N° 4464 MERCREDI 15 MARS 2023

RDC

Des ONG interpellent les hautes instances judiciaires

La Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP) et le collectif des Organisations non gouvernementales (ONG) de défense des droits de l'homme ont dénoncé hier à Kinshasa le comportement des animateurs des juridictions de l'ordre judiciaire qui ne respectent pas la procédure. Ces instances ont été invitées à respecter la loi, notamment à prononcer les jugements dans les délais requis.

Page 4



Une banderole affichée par la FBCP et le collectif d'ONGDH

JOURNÉE INTERNATIONALE D' ACTIONS POUR LES RIVIÈRES

Une conférence sur la gestion durable des ressources en eau en RDC



La salle lors de la conférence/Adiac

Au cours de l'activité organisée hier à Kinshasa, il était question de faciliter un cadre d'échange des scientifiques pour discuter sur les évolutions du projet grand Inga et faire des propositions concrètes à adresser au gouvernement. Il s'est agi également de renforcer l'implication des scientifiques dans le monitoring des grands projets d'investissements en RDC..

Page 3

REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT

L'impatience gagne du terrain



Félix Tshisekedi présidant un conseil des ministres

Depuis que le chef de l'État, Félix Tshisekedi, avait annoncé lors du 78^e conseil des ministres tenu en visioconférence en début d'année le réaménagement technique imminent du gouvernement, rien ne bouge. Il s'agira d'un rema-

niement qui tiendra compte des équilibres politiques au sein de la coalition au pouvoir pouvant la conduire jusqu'aux élections de décembre prochain.

Page 2

BOXE

Un combat envisagé entre Martin Bakole et Carlos Takam

Vainqueur le week-end dernier du Français Tony Yoka, Carlos Takam, l'un des meilleurs poids lourds français, se dit prêt à en découdre avec le boxeur congolais Martin Bakole. Le pugiliste congolais de 29 ans laisse au ministère des Sports le soin de trancher s'il y aurait possibilité ou non d'organiser un combat à Kinshasa.

Page 3

ÉDITORIAL

Fossé

Le développement d'un Etat passe-t-il nécessairement par celui des collectivités locales ? Les pouvoirs publics congolais devraient en toute responsabilité se poser cette question avant d'opter pour la décentralisation et de l'adopter comme seul outil pour faire éclore les entités territoriales.

En effet, après plusieurs années d'expérimentation, ce processus peine à être effectif en termes de réalisations malgré les séminaires et forums organisés sur le sujet.

En réalité, au regard de ce qui se passe sur le terrain, on peut affirmer que l'Etat a concédé une partie de ses prérogatives aux collectivités locales sans véritable accompagnement en ressources humaines, techniques, matérielles et financières.

Une avancée devrait être amorcée si le Plan Etat-département -qui prévoyait un milliard FCFA de budget chaque année à une entité territoriale- était mis en œuvre normalement. Malheureusement, ce projet n'a vécu que le temps d'une rose.

Et pourtant, lors de sa validation il y a près de deux décennies, les pouvoirs publics interpellaient les différents acteurs impliqués à prendre conscience de l'intérêt stratégique de la décentralisation pour le développement du pays.

Dans le même ordre d'idées, ils appelaient les partenaires au développement à renforcer leur appui multiforme à sa mise en œuvre. Entre les intentions et les faits, le fossé se creuse et les grandes idées sombrent dans les eaux tumultueuses du fleuve Congo.

Le Courier de Kinshasa

REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT

L'impatience gagne du terrain

Depuis que le chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, avait annoncé le réaménagement technique imminent du gouvernement, lors du 78e conseil des ministres tenu en visioconférence en début d'année, rien ne bouge.

Un statu quo est observé au sein de l'exécutif national qui, vraisemblablement, a besoin d'une nouvelle cure pour répondre aux attentes des Congolais. Plus que jamais, ce remaniement s'impose au regard des carences dans certains postes ministériels depuis la défection des membres du gouvernement issus du regroupement « Ensemble » de Moïse Katumbi. Les ministres du Plan, des Transports ainsi que le vice-ministre de la Santé issus de ce regroupement politique, alors en rupture avec la coalition au pouvoir, ont quitté le gouvernement. L'annonce de la candidature à la présidence de leur leader avait faussé les données et précipité leur départ. Bien avant leur démission, le ministre de l'Economie, Jean-Marie Kalumba, à qui l'on a reproché notamment la flambée des prix des biens sur le marché à travers le pays, s'était fait destituer par l'Assemblée nationale. Techniquement, il était question de pourvoir aux postes restés vacants et booster l'action gouvernementale avec l'entrée de nouveaux membres et, par ricochet, réorganiser la coalition majoritaire, l'Union sacrée de la nation (USN) qui



Félix Tshisekedi présidentant un conseil des ministres

en avait pris un sérieux coup. S'exprimant sur les inquiétudes au sujet du retard pris dans la constitution de la nouvelle équipe gouvernementale, le secrétaire général de l'Union pour la démocratie et le progrès social, Augustin Kabuya, a tenu à rassurer les esprits. À l'en croire, il n'y a aucun blocage comme le prétendent certaines langues. « Il n'y a pas de blocage dans les négociations au sein de l'USN pour ce réaménagement », a-t-il indiqué, relativisant par le fait même le débat qui a cours actuellement dans la sphère politique. Une chose est sûre, c'est que le principe du rema-

niement a déjà été acté. Il s'agira d'un remaniement qui tiendra compte des équilibres politiques au sein de la coalition au pouvoir pouvant la conduire jusqu'aux élections de décembre prochain. D'après des indiscretions, le Premier ministre pourrait rester en fonction. Certains membres vont partir et d'autres vont rester. Les rapports d'évaluation des membres du gouvernement ayant déjà été examinés, il reste au président de la République qui en a tiré ses conclusions d'user de son pouvoir discrétionnaire pour décider. Dossier à suivre.

Alain Diasso

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédaction en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain
Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila

Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

JOURNÉE INTERNATIONALE D' ACTIONS POUR LES RIVIÈRES

Une conférence sur la gestion durable des ressources en eau

Plusieurs scientifiques, membres de la communauté étudiante, des institutions gouvernementales et de la société civile ont pris part, le 14 mars, à Kinshasa dans la commune de la Gombe, à une conférence scientifique sur les enjeux et les impacts de l'hydroélectricité sur l'environnement et le social.

L'activité a été organisée par la Coalition d'organisations de la société civile pour le suivi des réformes et de l'action publique (Corap) et ses partenaires, dans le cadre de la Journée internationale d'actions pour les rivières. Elle a eu comme objectifs de partager des informations liées au projet grand Inga et pousser les scientifiques à s'y intéresser, de réfléchir sur des recommandations des scientifiques en rapport avec le système de production de l'énergie en république démocratique du Congo (RDC) pour favoriser l'accès de tous à l'électricité et au développement à partir de la base, de discuter sur les im-

devaient porter les participants à cette activité. Relevant le contexte de cette activité, le secrétaire exécutif de la Corap, Emmanuel Musuyu, a retracé l'instauration de cette célébration tout en soulignant l'importance de la rivière pour la vie de la planète.

Il a également peint le tableau de la situation actuelle des rivières à travers le pays, particulièrement dans la capitale, Kinshasa. « Les inondations, notamment à Kinshasa, sont la conséquence de la mauvaise gestion des rivières », a-t-il dit. Pour lui, les responsabilités de cette situation chaotique sont partagées entre les ménages,

Un échange d'idées enrichissant

Dans les deux panels d'intervenants, le représentant de la Régie des voies maritimes, l'ingénieur Nsasa, et celui de la Compagnie des voies fluviales ont établi un état des rivières du pays ainsi que les menaces qui pèsent sur elles. Dorothee Misenga, de la Société civile environnementale, a donné la vue de cette structure sur les rivières du pays.

Erick Kasongo a parlé du projet d'aménagement du fleuve Congo : nécessité de la gestion durable des ressources en eau en RDC et grand barrage face



Les exposants lors de la conférence/Adiac

Des conclusions qui appellent à une prise de conscience

Toutes les interventions ont relevé des conséquences négatives de la construction du barrage d'Inga sur la population, l'environnement et l'écosystème. Il s'agit notamment du bénéfice de ce projet qui n'est destiné qu'à servir les intérêts étrangers, avec risque de laisser des dettes à la population congolaise comme les autres éléphants blancs connus dans le pays. Il s'agit aussi des inondations des cités, villages et villes environnantes et de la perte de la biodiversité marine et environnementale que causent ces projets, comme l'a été avec Inga 1, 2 et 3 ; mais également du changement de la qualité de l'eau, de la disparition d'espèces marines et végétales, de la modification de la morphologie et de la biologie du fleuve ainsi que de l'affectation des zones agricoles environnantes, etc.

Relevant le flou qui entoure ce projet que l'on a désormais rebaptisé Aménagement du fleuve Congo, étant donné que les informations à propos ne sont pas partagées, ces scientifiques ont

insisté sur la décentralisation du système énergétique ainsi que sur l'adoption d'autres systèmes de production d'électricité dont le recours aux énergies nouvelles et renouvelables (énergies vertes). Ils ont, d'ailleurs, relevé une étude faite par la Corap qui a identifié plus de soixante barrages hydroélectriques abandonnés à travers le pays dont la remise en fonction ne demandera pas un investissement lourd comme l'exige le projet Grand Inga.

Dans les recommandations de ces travaux, en plus des exigences liées à l'abandon du projet d'aménagement du fleuve Congo, la population est appelée à ne plus utiliser les rivières comme dépotoirs et de ne plus atrophier leurs lits par des constructions. Le gouvernement est appelé à concevoir une politique de gestion d'immondices et de l'environnement. Ces scientifiques ont, toutefois, sollicité d'autres cadres de réflexion et d'échange en vue de permettre à chaque partie de bien pénétrer ce sujet et de soutenir la prise des décisions qui conviennent.

Lucien Dianzenza



La salle lors de la conférence/Adiac

pacts environnementaux et sociaux des grands barrages hydroélectriques sur les écosystèmes aquatiques et de réfléchir sur la gestion durable du fleuve Congo.

Ouvrant cette réflexion qui a essentiellement tourné autour de la gestion durable des ressources en eau en RDC, le secrétaire général académique de l'Esforca a rappelé que c'était un sujet à jour et l'intérêt que

les entreprises, etc., ainsi que le gouvernement, en ce sens que les premiers cités utilisent les rivières comme dépotoirs ou atrophient leurs lits et le gouvernement pêche par manque d'une politique de gestion des immondices et de l'environnement ainsi que de ces rivières. Emmanuel Musuyu a également alerté sur la présence de certains projets qui peuvent impacter négativement les rivières.

aux écosystèmes aquatiques. Serge Ngimbi a tracé le profil du fleuve Congo alors qu'Apolinaire Nsoka Ngimbi a tablé sur les impacts des grands barrages sur l'environnement et le social : système d'électrification pour le développement de la RDC à partir de la base. Bob Yala de RadioWorkshop a exposé sur un podcast qui retrace les réalités vécues par les communautés d'Inga.

BOXE

Un combat envisagé entre Martin Bakole et Carlos Takam

Vainqueur aux points le week-end dernier du Français Tony Yoka, Carlos Takam, l'un des meilleurs poids lourds français de la dernière décennie, se dit prêt à en découdre avec le Congolais Martin Bakole.

Carlos Takam a fait part de son ambition de combattre contre Martin Bakole lors d'une participation à un programme de Canal+, révélant même son désir de livrer son prochain combat en Afrique, précisément au stade Tata Raphaël à Kinshasa. Une façon de rendre hommage à ces deux idoles que furent Goerges Foreman et Mohamed Ali. « Depuis que je suis

devenu boxeur professionnel, je n'ai jamais livré un combat en Afrique, j'aimerais que cela soit face à Bakole. J'ai appris que le stade Tata Raphaël est en rénovation, mais on peut le faire même l'année prochaine lorsque le stade va commémorer le 50e anniversaire du combat qui a opposé Mohamed Ali à Georges Foreman », a-t-il révélé.

En fait, pour le tombeur de Tony Yoka, rien ne l'empêcherait d'en découdre avec Martin Bakole à qui il demande, par ailleurs, de livrer, dans l'intervalle, un combat d'entraînement afin d'être au point physiquement pour l'affronter. Une demande qui tombe à point nommé pour ce dernier qui, jusqu'à ce jour, est en quête d'un adversaire afin de défendre sa

ceinture.

Après sa déconvenue avec le gouvernement à la suite des 100 000 dollars perçus indûment pour un combat qui n'a jamais été programmé, le pugiliste congolais de 23 ans laisse au ministère des Sports le soin de trancher s'il y aurait possibilité ou non d'organiser un combat à Kinshasa. « La présidence de la République

démocratique du Congo et Serge Nkonde Tshembo, la France veut se venger à Kinshasa. Bolobi nini (Vous en dites quoi ?) », a-t-il posté récemment en taguant la page officielle de la présidence de la République. Une manière pour lui de donner son quitus à la sollicitation du boxeur franco-camerounais.

Alain Diasso

JUSTICE

Des ONG appellent au respect de la loi

La conférence de presse organisée conjointement, le 14 mars, à Kinshasa par la Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP) et le collectif des Organisations non gouvernementales (ONG) de défense des droits de l'homme établies en République démocratique du Congo (RDC) leur a permis de dénoncer le comportement et l'attitude des animateurs des juridictions de l'ordre judiciaire qui ne respectent pas la procédure.

« Depuis toujours, nous constatons des manœuvres dilatoires dans le prononcé des jugements caractérisés par des lenteurs, en violation du délai prévu par la loi », a souligné le président de la FBCP et coordonnateur du collectif, Emmanuel Adu Cole. Pour s'en convaincre, les organisations citent le cas de l'ex-directeur général du Bureau central de coordination, Théophile Matondo, qu'elles avaient suivi jusqu'au dénouement. « Il fallait attendre presque une année, rien que pour le prononcé de son jugement à la Cour de cassation », a regretté Adu Cole.

Ces organisations affirment avoir maintenant, en dehors de tous les cas anonymes, un autre cas sous la main. Il s'agit de celui de l'ancien député Bakatsuraki Kavusa Semeyi, qui attend le prononcé de son jugement depuis plusieurs mois déjà. « Et aujourd'hui, nous dénonçons le même acte constaté en plus dans le chef des juges de la même Haute Cour, notamment au sujet du dossier du prévenu député honoraire Bakatsuraki Kavusa Semeyi, condamné injustement par



Une banderole affichée par la FBCP et le collectif d'ONGDH

la Haute Cour militaire à dix ans d'emprisonnement ferme », ont indiqué ces organisations.

Elles rappellent que la Cour de cassation a annulé l'acte de ce juge d'appel. Mais, malheureusement, elle est impuissante pour prononcer son arrêt conformément à la législation en vigueur. Le chef de l'État, garant du bon fonctionnement des institutions, est interpellé pour mettre fin à cette attitude et cette lenteur des magistrats qui, selon ces organisations,

n'honorent ni le pays ni sa justice. Elles en appellent également au Conseil supérieur de la magistrature pour remettre la justice congolaise sur les rails et accompagner ainsi la vision du chef de l'État de la faire de son pays un État où règnent le droit et la justice.

Il est rappelé, en effet, que le 27 janvier, la Cour de cassation avait promis de prononcer, conformément à la loi, le verdict dans cette affaire. « Jusqu'à aujourd'hui, il n'y a pas encore de prononcé, alors que

le prévenu député honoraire Bakatsuraki Kavusa Semeyi est malade et hospitalisé à l'hôpital militaire du camp Kokolo depuis l'année passée. Et que son état de santé qui s'empire chaque jour nécessite une évacuation pour des soins appropriés », ont souligné ces organisations de défense des droits de l'homme. Elles disent attendre, à cet effet, que tous les hauts magistrats du pays, de la Constitutionnelle, de la Cour de cassation, du Conseil d'État, de l'Auditorat gé-

néral ou la Haute Cour militaire, etc., prêche par l'exemple, en respectant les lois et les délais d'arrêt constitutionnel. Elles espèrent également que des sanctions seront prises contre les récalcitrants. « Et nous continuons à demander très respectueusement au président de la RDC, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, d'envisager une sanction sévère à l'endroit des certains magistrats indisciplinés », ont-elles insisté.

Lucien Dianzenza

FOOTBALL

Des Congolais buteurs en clubs avant le match RDC contre Mauritanie

Les Léopards de la République démocratique du Congo seront en double confrontation, le 24 mars, au stade TP Mazembe de Lubumbashi, et le 28 mars; au stade de la Capitale à Nouakchott, contre les Mourabitounes de la Mauritanie. Deux rencontres des 3e et 4e journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) en Côte d'Ivoire. A quelques jours de ces deux rencontres, les internationaux congolais retenus sur la liste du sélectionneur Sébastien Desabre affichent une forme étincelante.

Le défenseur central Chancel Mbemba a été buteur le week-end dernier lors du match nul de deux buts partout entre son club Olympique de Marseille et Strasbourg. Le Congolais a ouvert la 49e minute. Le club de canebière est deuxième de la L1 française avec 56 points à la 27e journée. L'autre défenseur central international buteur le week-end, c'est Arsène Zola. L'ancien joueur du Tout-Puissant Mazembe a marqué le premier but lors de la victoire de Wydad Athletic Club de Casablanca face à Petro Atletico à domicile à Luanda en Angola, en quatrième journée de la phase des groupes de la Ligue des champions d'Afrique. Wydad l'a emporté par deux buts à zéro, et occupe la première place du groupe A avec 9 points, devant la Jeunesse sportive de Kabylie, Petro Atletico de Luanda et l'AS V.Club de Kinshasa. Et Arsène Zola s'est imposé dans l'axe de la défense du club de Casablanca au point d'attirer



Chancel Mbemba, Cédric Bakambu, Silas Katompa, etc., buteurs congolais le week-end

l'attention du sélectionneur Sébastien Desabre.

Parti de Marseille, Cédric Bakambu fait le bonheur de l'Olympiakos de Pirée en D1 Grèce. Il a été buteur le dimanche 12 mars lors de la victoire de son club sur la pelouse de l'AEK Athènes. Le Congolais a inscrit le deuxième but de son équipe vainqueur par trois buts à un, avant d'être rempla-

cé à la 72e minute. Après 22 sorties avec l'Olympiakos, Cédric Bakambu compte 13 buts, étant pratiquement le meilleur buteur de la saison régulière en D1 grecque. Le latéral gauche Arthur Masuaku a été buteur en Turquie, lors de la victoire de Besiktas face à Basaksehir par deux buts à zéro. L'ancien joueur de West Ham a marqué le deuxième but à la 55e mi-

nute. Son compatriote Jackson Muleka est resté sur le banc, en rude concurrence depuis l'arrivée du Camerounais Vincent Aboubakar, premier buteur lors de ce match. Besiktas est actuellement troisième du championnat avec 46 points à la 24e journée, derrière Galatasaray le leader (60 points) et Fenerbahce (51 points).

Entré en jeu à la 65e minute, l'ailier Silas Katompa a été marqué pour Stuttgart qui était mené par l'Eintracht Francfort. Le Congolais ancien du Paris FC et du FC MK de Kinshasa a donc évité la défaite à son club, inscrivant de ce fait son quatrième but cette saison en Bundesliga (D1 allemande). Stuttgart est 16e avec 20 points à la 24e journée, menacé de relégation. Meschak Elia a, pour sa part, signé un doublé lors de la victoire de Young Boys de Berne face à Sion, en D1 Suisse. Young Boys a remporté la partie par quatre buts à zéro. Le Congolais et les siens sont pre-

miers au championnat suisse, avec 51 points à la 24e journée. Outre les joueurs retenus au sein de la sélection, d'autres Congolais se sont illustrés au cours du week-end en clubs, comme Landry Dimata, auteur d'un doublé lors du nul de deux buts partout entre son club, Nec Nimègue, et Utrecht, en D1 Pays-Bas. Non retenu par Desabre, Jonathan Bolingi a été l'artisan de la victoire Burinam Utd sur le terrain de Nong Bua Lamphu (zéro but à un) à la 25e journée du championnat de Thaïlande. Ce but marqué à la 23e minute est son septième de la saison. Signalons aussi le triplé de l'attaquant Jean Baleke Othos lors de la victoire de Simba SC sur Mtibwa (trois buts à zéro), au championnat de la Tanzanie élu du reste homme du match. L'on rappelle aussi le but de neo-international Gaëtan Loamba Laura avec Samsunspor en D2 turque. Il compte déjà 11 buts depuis le début de la saison.

Martin Engimo

Réponse de l'ambassadeur de la Fédération de Russie en République du Congo à la déclaration de l'Equipe Europe sur le conflit en Ukraine

La déclaration conjointe de l'Equipe Europe sur l'Ukraine nous offre une vision simpliste et défigurée des choses visant à réputer à la Russie la responsabilité du conflit sanglant qui sévit en Ukraine. C'est bien le contraire; la Russie cherche à en finir avec une guerre qui dure depuis neuf ans.

La crise en Ukraine a été déclenchée en 2014 suite à un coup d'État à Kiev, illégal et sanglant orchestré et soutenu de l'extérieur, y compris par les pays de l'Europe. Les régions russophones, qui ont refusé de reconnaître le diktat des putschistes, ont fait objet de représailles et ont pris les armes. Elles ont défendu leur droit de parler leur langue au prix des milliers des martyrs, civils et enfants.

L'ukrainisation forcée de l'Est du pays, russophobie déchaînée, falsification de l'histoire, renaissance du néonazisme en Ukraine sont à l'origine des atrocités, massacres, représailles et violations barbares des droits de l'homme. Les Ukrainiens ont bombardé Donbass pendant huit ans avec le plein soutien de l'Occident qui tout ce temps-là faisait la sourde oreille et fermait les yeux face à ces actes barbares de génocide, dont les pays de l'Union européenne portent leur part de responsabilité.

La France et l'Allemagne, coauteurs et garants des accords de Minsk signés le 12 février 2015 entre Kiev et les régions indépendantistes, n'ont rien fait pour arrêter le sabotage de ce document par l'Ukraine. En décembre 2022, l'ex-chancelière allemande, Angela Merkel, et l'ex-président français, François Hollande, ont avoué sans scrupule que pour l'Occident, les accords de Minsk ont été une possibilité de donner à Kiev du temps pour mieux préparer une guerre contre la Russie. Avec la participation directe de l'Otan, l'Ukraine est devenu un projet politico-militaire occidental. Les néonazis ont été nourris à la main pour exécuter les ordres des manipulateurs occidentaux. Finalement, la Russie n'a



pas eu autre choix que de lancer une opération militaire spéciale le 24 février 2022 pour protéger la population de Donbass, démilitariser et dénazifier l'Ukraine, éliminer les menaces pour sa propre sécurité.

Les actes de l'Otan et du régime de Kiev confirment la nature globale de la confrontation en Ukraine, à laquelle ils se sont minutieusement préparés. Les pays de l'Otan sont de facto devenus partie du conflit à côté du régime néonazi qui, je le rappelle, est leur création. Le montant de l'aide militaire fournie à l'Ukraine en 2022 s'évalue à 100 milliards de dollars. Et on nous parle ici de « 1,6 milliard d'euros dévolus au continent africain ».

L'Equipe Europe fait allusion aux « crimes commis par des soldats russes ». Toujours sans preuves. Je vais vous dire une chose. Porter l'uniforme militaire russe est le plus grand honneur au monde. Nos soldats se sacrifient pour sauver des civils. Par contre, les normes du droit humanitaire international sont systématiquement violées par les néonazis ukrainiens qui continuent de recourir à des méthodes terroristes. Ils utilisent des

civils comme boucliers humains, installent leurs positions dans les écoles et hôpitaux sans évacuer les gens. Ils tirent sur des civils fuyant les zones de combats, ayant manifesté leur sympathie aux Russes ou tout simplement ayant osé de parler leur langue. Ils sèment des milliers des mines antipersonnel dans les villes, bombardent les zones résidentielles, commettent des atrocités contre les prisonniers de guerre. Les Ukrainiens ont frappé des centrales nucléaires, utilisent localement des armes chimiques.

L'Union européenne cherche à accuser la Russie de ne pas privilégier les négociations. La Russie est prête pour un dialogue mais certainement pas au détriment de ses intérêts nationaux.

L'Equipe Europe prétend que la Russie est isolée. Un rêve fantaisiste. L'Occident a toujours une tendance de s'arroger le droit de parler au nom de la communauté internationale toute entière, sans oublier d'intimider ceux qui ont une vision différente des choses, dans les meilleures traditions néocoloniales. On connaît bien leurs habitudes pacifiques : Irak, Serbie, Libye, Syrie, Afghanistan. Avant cela, Vietnam, Algérie, Afrique australe. Et bien avant,

la traite des esclaves, la colonisation, les guerres coloniales. Le monde a beaucoup à reprocher à ceux qui aujourd'hui nous enseignent la morale.

L'Equipe Europe se vante de ses sanctions contre la Russie après le début de l'opération en Ukraine. Mais la Russie est sous vos sanctions depuis une quinzaine d'années. Sans un effet visible d'ailleurs. L'objectif est toujours le même : détruire le pays qui a sa propre vision, conserve ses valeurs traditionnelles, empêche à l'Occident de dominer le monde.

L'Equipe Europe reprend les mantras sur la responsabilité prétendue de Russie pour la crise alimentaire globale. En réalité, cette crise a été accélérée par les sanctions occidentales qui entravent les exportations russes des céréales et des engrais chimiques. Il en est de même pour les hydrocarbures.

L'Equipe Europe nous raconte des histoires sur la « propagande russe ». La liberté de la presse est un principe universel de la démocratie, n'est-ce pas ? Curieusement, c'est non. Une certaine liberté c'est pour les médias occidentaux. Les médias russes sont interdits en Europe. Avez-vous peur de la vérité ?

Toutefois, nous sommes parfaitement d'accord avec nos collègues de l'Union européenne en ce qui concerne la coopération avec l'Afrique qui a besoin de tous les partenaires. La Russie va réaliser sur le continent ses projets pour le bien des Africains.

Guéorguy Tchepik, ambassadeur de Russie en République du Congo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



INTERNATIONAL LEADERSHIP YOUTH FORUM

Plus de 500 jeunes africains attendus à Brazzaville

La capitale congolaise abritera, les 30 et 31 mars prochains, au Palais des congrès, la première édition de Brazzaville international leadership youth forum (Bilyf). Placé sur le thème « Relever les défis du développement de l'Afrique », cet événement réunira plus de cinq cents participants dont les leaders de la jeunesse africaine, les jeunes qui se distinguent dans différents domaines.

Les objectifs du grand rendez-vous placé sous le patronage du chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, sont de réunir la jeunesse autour d'une plateforme inclusive permettant d'aborder efficacement les défis de développement socio-économique de l'Afrique ; discuter des stratégies visant à améliorer les conditions de vie des jeunes africains ; encourager l'engagement actif et participatif des jeunes dans la gouvernance, l'entrepreneuriat, le leadership et la prise de décision.

« Depuis quelques années, l'Afrique fait face à plusieurs défis de taille ; les défis de sa sécurisation (les conflits dans le Sahel et à l'Est de la République démocratique du Congo), de sa démocratisation, de son



L'affiche de l'événement

développement socio-économique et de l'avenir de sa jeunesse qui représente 77 % de la population du continent. Cette jeunesse constitue à la fois un pilier pour l'émergence du continent, mais aussi elle est en proie à différents maux, tels que le chômage, l'immigration,

l'éducation et la formation ; ces problématiques sont une alerte à prendre au sérieux. Il est nécessaire d'agir et la jeunesse doit elle-même prendre les choses en main », ont rappelé les organisateurs.

Le Bilyf est, en effet, un point de départ d'une dynamique

des jeunes du continent ayant décidé de prendre en main leur destin commun et celui de toute l'Afrique. « Bilyf, c'est plus qu'un forum, c'est une expérience. Organisé chaque année, il se veut être innovant et pragmatique, car il ne s'agit plus de faire l'inventaire

de ce que l'on devrait faire pour la jeunesse mais de savoir comment mieux soutenir et financer ses activités. L'événement constitue donc le moyen privilégié de faire converger les orientations et les actions de tous les intervenants en vue de confirmer la jeunesse comme catalyseur de l'intégration régionale à travers une Convention de partenariat solide et durable », a indiqué le communiqué de presse qui annonce l'événement.

Pour y participer, les inscriptions se font sur le site de Brazzaville international leadership youth forum www.bilyf-brazzaville.com. Pour plus d'informations : www.bilyf-brazzaville.com ou sur les réseaux sociaux : Facebook – Instagram.

Rominique Makaya

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ EN AFRIQUE

Les ministres des Finances et de la Planification attendus en Éthiopie

La ville capitale de l'Éthiopie, Addis-Abeba, abrite du 15 au 21 mars la 55e session de la conférence des ministres africains des Finances, de la Planification et du Développement économique intitulée « COM2023 ».

La rencontre de haut niveau connaîtra la participation active des experts, des gouverneurs des banques centrales, des entités du système des Nations unies et des institutions financières panafricaines, des institutions universitaires sans oublier les partenaires au développement. Organisée par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), elle a pour thème « Favoriser la reprise et la transformation en Afrique pour réduire les inégalités et les vulnérabilités ».

L'objectif principal de la session est de renouveler l'accent et l'action sur la réduction de la pauvreté, les inégalités et d'autres facteurs qui laissent la population africaine continuellement vulnérable à ces fléaux. Ceci, en mettant en place une politique d'appoint, susceptible de contrer ce fléau qui mine négativement le continent.

Justifiant le bien-fondé de la réunion stratégique, l'un des organisateurs et responsable de la CEA a précisé que les taux de croissance élevés au cours des deux dernières décennies ont entraîné une réduction des niveaux de pauvreté en Afrique et la part de la population vivant dans l'extrême pauvreté a diminué de 55 à 35 % entre 2000 et 2019. Les statistiques indiquent qu'un nombre étonnant d'environ 546 millions de personnes

ont vécu dans l'extrême pauvreté en 2022. Ces chocs mondiaux transforment des millions de personnes vulnérables en nouveaux pauvres du continent, inversant ainsi des décennies de progrès. Parmi les causes de ce phénomène figure la pandémie de covid-19 qui a poussé 55 millions d'Africains supplémentaires en dessous du seuil de pauvreté sans oublier l'impact de la guerre en Ukraine.

« Même lorsque les taux de croissance étaient élevés en Afrique, tout le monde n'en bénéficiait pas de la même manière », souligne la CEA. Elle ajoute, par exemple, qu'entre 2004 et 2019, les 10 % les plus élevés des salariés ont reçu environ 75 % du revenu total. Les inégalités élevées ainsi que les niveaux élevés de pauvreté créent un cercle vicieux dans lequel des goulots d'étranglement structurels persistent, rendant la population africaine éternellement vulnérable aux chocs économiques et non économiques. Notons que pour cette réunion le comité d'experts se réunira du 15 au 17 mars en vue des délibérations techniques sur le thème et les questions statutaires de la Commission. Le segment ministériel aura lieu les 20 et 21 mars. Un certain nombre d'événements spéciaux et parallèles aura également lieu en marge des sessions.

Rock Ngassakys

DIPLOMATIE

Le Congo participe au 70^e cours professionnel de diplomates en Inde

Une délégation congolaise représentée par l'attaché à la primature, Auclair Maba, participe du 13 au 31 mars à New Delhi, en Inde, à une rencontre internationale des acteurs de la diplomatie.



Auclair Maba/DR

Plus de cinquante-quatre cadres issus de plusieurs pays sont actuellement en Inde pour l'actualisation de leurs connaissances en diplomatie, à travers le 70e cours des professionnels diplomates étrangers. « Ces multiples expériences nous permettront en retour de pouvoir les adapter non seulement aux réalités actuelles, mais aussi aux réali-

tés de nos différents pays. C'est dire que ce cours est un système mis en place par l'Inde pour ouvrir à nos pays son expertise, en matière de diplomatie et de politique extérieure », a expliqué Auclair Maba.

La rencontre est organisée par l'institut Sushma Swaraj. Elle se déroule en panels et tables rondes qui permettront aux participants d'échanger leur expérience en matière de politique extérieure, de diplomatie digitale du pays hôte ainsi que celle de certains pays.

« Cette formation va également permettre à chaque participant le transfert des compétences afin de faciliter aux pays qui n'ont pas la maîtrise de certaines technologies de s'en procurer et de s'adapter au monde actuel », a ajouté ce cadre du ministère des Affaires étrangères, détenteur d'un master en relations internationales.

Rude Ngoma

COMIFAC

La 11^e session ordinaire du Conseil des ministres ouverte hier à Bujumbura

La Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac), en collaboration avec le ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage du Burundi et avec l'appui financier de la coopération allemande à travers le projet GIZ, organisent, du 14 au 17 mars à Bujumbura, en République du Burundi, la onzième session ordinaire de son Conseil des ministres.

La session ordinaire regroupe, comme à l'accoutumée, les ministres en charge des forêts, de l'environnement, les experts de chaque pays membre, les organisations intergouvernementales sous-régionales, les représentants de la société civile, du secteur privé, des partenaires au développement et des bailleurs de fonds.

Le principal objectif de cette réunion est d'apprécier la performance de la Comifac en examinant quelques questions prioritaires sur la vie de l'institution. Cette onzième session connaîtra également la passation de la présidence du Conseil des ministres entre le Burundi et le Cameroun.

Notons que la réunion se déroule en deux parties : du 14 au 17 mars pour les experts et un segment ministériel le 17 mars. La Comifac est une organisation internationale sous-régionale



Vue d'une forêt au Nord Congo

reconnue pour son rôle dans l'intégration en matière de conservation ainsi que de gestion durable et concertée des écosystèmes forestiers. Elle fait

partie des institutions à l'échelle planétaire qui œuvrent pour la promotion du droit des peuples à compter sur les ressources forestières pour soutenir leurs

efforts de développement économique et social.

Cette organisation est née de la matérialisation des engagements souscrits en mars 1999

dans la « Déclaration de Yaoundé » par les chefs d'Etat d'Afrique centrale. Elle regroupe en son sein onze pays membres de la sous-région : Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe enfin le Tchad, partageant un héritage naturel commun.

L'institution s'investit pour que la voix de l'Afrique centrale soit mieux entendue et ses positions défendues sur les tribunes où les questions forestières et environnementales sont débattues. La Comifac agit également au quotidien afin que ses pays membres se dotent et mettent en œuvre des politiques forestières et environnementales harmonisées en vue de la conservation et de la gestion durable des ressources forestières.

Lopelle Mboussa Gassia

SÉCURITÉ

L'instabilité au Mali et au Burkina Faso alarme le chef des droits de l'homme de l'ONU

L'Organisation des Nations unies (ONU) s'inquiète de l'insécurité au Sahel central où sévissent de nombreux groupes armés djihadistes qui profitent parfois de l'absence des autorités étatiques pour étendre leur influence et mener des attaques contre les civils.

Présentant son rapport annuel sur les activités de son bureau et les développements récents en matière de droits humains, le chef des droits de l'homme de l'ONU s'est inquiété de la situation sécuritaire au Mali qui est particulièrement « alarmante dans la partie centrale du pays et dans la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger ». Le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a affirmé : « Dans cette zone, de nombreux groupes armés profitent de l'hostilité intercommunautaire et de l'absence des autorités étatiques pour étendre leur influence et mener des attaques contre les civils ». Il accuse les groupes armés non étatiques d'avoir commis la plupart des violations et des abus. Des violations graves auraient également été commises par les forces armées maliennes, accompagnées dans certains cas par des agents militaires et de sécurité étrangers, a ajouté Volker Türk, sans nommer les paramilitaires de Wagner.

Des discours de haine fondés sur des motifs ethniques

Toujours sur le Mali, Volker Türk est vivement préoccupé par ces « discours de haine fondés sur des motifs ethniques » ainsi que par les menaces, intimidations

et attaques contre la société civile et les médias par des acteurs étatiques et non étatiques, qui entraînent une peur grandissante de dénoncer les abus. « Cette situation est d'autant plus préoccupante que le pays s'engage dans un processus électoral où un libre débat d'idées devrait prendre son essor », a-t-il mis en garde. S'agissant du Burkina Faso, la perspective d'une aggravation de l'instabilité dans ce pays est pour lui une source d'inquiétude. Au cours des six derniers mois de 2022, le Bureau des droits de l'homme de l'ONU aurait recensé plus d'un millier de victimes de violations et d'abus. Selon lui, le nombre de victimes a presque doublé entre octobre et décembre, par rapport au trimestre précédent.

« Les groupes armés sont responsables de la plupart de ces incidents, mais les opérations militaires font de plus en plus de victimes parmi les civils », a signalé Volker Türk. Il a exhorté les autorités à écouter les revendications de la population relatives à toute forme d'impunité et à enquêter sur de telles allégations, relevant qu'il est essentiel d'inverser la tendance à la montée incessante de la violence et de permettre à la société civile et aux partis politiques de se développer.

Noël Ndong



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.








Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)





Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gouesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

NOS OFFRES INTERNET EVOLUENT, VOS VIES CHANGENT



Plus de vitesse au même prix pour plus d'usages !



NOS NOUVELLES OFFRES INTERNET ILLIMITÉ SPEED FAMILY

	SPEED FAMILY 60	SPEED FAMILY 100	SPEED FAMILY 220
USAGES	Le forfait Haut Débit Speed Family 60 est parfait pour connecter entre 5 et 10 équipements tels que les smartphones, les smart TV ou ordinateurs... Grâce à ce forfait de 60 Mbps, vous pourrez profiter en simultané d'une expérience multi-média unique et travailler de chez vous sans aucun soucis.	Le forfait Très Haut Débit Speed Family 100 est idéal pour connecter entre 10 et 15 équipements nécessitant un débit internet soutenu. Avec ce forfait généreux de 100 Mbps, vous pourrez regarder des vidéos en streaming Full HD, jouer confortablement à des jeux en ligne, télécharger des fichiers volumineux rapidement ou participer à des réunions en ligne tout en étant connecté sur plusieurs équipements en simultanés.	Le forfait Très Haut Débit Speed Family 220 est conçu pour répondre aux besoins des utilisateurs nécessitant une très forte disponibilité de bande passante. Avec un débit de 220 Mbps, vous pourrez regarder des vidéos en streaming 4K sur plusieurs équipements tout en téléchargeant des fichiers de grande taille tels que des films ou des jeux plus rapidement sans pour autant interrompre votre visioconférence.
DÉBITS	12 Mbps 60 Mbps	35 Mbps 100 Mbps	60 Mbps 220 Mbps
COÛTS MENSUELS	▼ 25 000 F CFA	▼ 35 000 F CFA	▼ 45 000 F CFA
	BOX INTERNET 5.000 FCFA INSTALLATION GRATUITE	BOX INTERNET ET INSTALLATION GRATUITE	BOX INTERNET ET INSTALLATION GRATUITE



ASSEMBLÉE NATIONALE

Une journée de partage d'expérience sur le changement des mentalités

L'Assemblée nationale a organisé, le 13 mars à Brazzaville, en partenariat avec l'Organisation non gouvernementale sud-coréenne Youth ellowship, une journée d'échange, de sensibilisation et de partage d'expérience sur le changement des mentalités.

Le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, a souhaité dans son mot d'ouverture de la rencontre la bienvenue à la délégation sud-coréenne conduite par le Dr Park-Ock-Soo. Il a indiqué que cette activité s'inscrivait dans le cadre de la poursuite du renforcement des capacités; un moment de partage et d'échanges sur les valeurs à cultiver pour booster le développement tous azimuts.

L'éducation à la citoyenneté, a-t-il dit, est un exercice de tout temps et de tous les instants qui s'adresse à l'ensemble des membres d'une société sans distinction de race, de croyance ou de classe sociale. « *La citoyenneté consacre des valeurs de travail, d'unité, de progrès de la morale, du civisme, de la solidarité qui appellent respect d'autrui, tolérance mutuelle et liberté de conscience* », a expliqué le président de



l'Assemblée nationale.

Quant au premier secrétaire de cette institution, Fernand Sabaye, il a estimé qu'à la base du développement il y a d'abord les préoccupations de conscience.

« *D'où la nécessité d'orga-*

niser cette session sur le changement des mentalités.

L'expérience sud-coréenne nous montre que c'est par la prise de conscience effective que le développement suit », a souligné ce dernier avant d'ajouter que la Corée du Sud,

Une vue des participants à la rencontre

avec un produit intérieur brut inférieur à celui du Ghana à l'époque des indépendances africaines, est aujourd'hui la 11e puissance économique du monde. Cela tient, a-t-il dit, à une prise de conscience et un changement des mentalités.

S'adressant à son tour à l'assistance, le Dr Park-Ock-Soo a signifié qu'outre l'éducation civique qu'il faut inculquer aux jeunes générations pour le changement des mentalités, la création des écoles de formation s'impose aussi. Il a souligné que c'est surtout à l'école où l'on insiste sur certaines valeurs morales et éthiques pour l'épanouissement de l'être humain.

A propos, il a réitéré la disponibilité de son pays à recevoir des jeunes congolais dans les écoles de formation et même d'en créer au Congo. Pour illustrer le parcours de la Corée du Sud dans son développement, des extraits de films ont été projetés montrant le cheminement de ce pays. Le développement de la Corée du Sud se doit en grande partie au changement des mentalités depuis les temps féodaux, selon le Dr Park-Ock-Soo.

Jean Jacques Koubemba

CONGO-BANQUE MONDIALE

De nouveaux projets à fort potentiel économique

Le gouvernement congolais et la Banque mondiale sont en conclave depuis le 13 mars, à Brazzaville, pour évaluer la performance de leur coopération. Les débats ont révélé un partenariat fructueux mais les deux parties veulent le consolider par des projets de développement des villes, du numérique, de l'agriculture...

En matière de gestion des villes et de la lutte contre la pauvreté, le Congo et la Banque mondiale préparent actuellement les termes de référence d'un nouveau programme en remplacement du Projet de développement urbain et de restructuration des quartiers précaires (DurQuap), qui a clos ses activités en décembre 2022. Même si le coût du futur projet DurQuap II n'est pas encore connu, il pourra toutefois être élargi à des localités autres que les agglomérations de Brazzaville et Pointe-Noire. Compte tenu des résultats du projet pilote, le DurQuap, la partie congolaise a souhaité une transformation de celui-ci en un programme pluriannuel de restructuration des quartiers précaires élargi à l'ensemble du pays. La Banque mondiale semble être du même avis, puisque le rapport d'achèvement du consultant indépendant a aussi suggéré l'idée d'étendre « le DurQuap à d'autres villes du Congo ».

D'après le consultant indépendant, Urbain Tsala, l'ampleur du phénomène des quartiers

précaires est tellement grande que leur restructuration se chiffrent à plusieurs millions de dollars. Le futur projet devra alors prendre en compte les acquis et les difficultés du DurQuap (l'hypercentralisation, absence d'un cadre participatif), en vue d'améliorer la gestion du secteur urbain des villes et de pouvoir limiter l'expansion du phénomène des quartiers précaires au Congo.

« L'impact très visible du DurQuap en a fait un projet de grande envergure à en juger par le grand intérêt que lui porte aujourd'hui le gouvernement congolais. Ce projet peut être considéré et, à juste titre, comme la vitrine du portefeuille des projets de développement du gouvernement avec l'appui de la Banque mondiale. Son importance et sa dimension dépassent le cadre d'un projet au point qu'il serait tout à fait normal qu'il soit érigé en programme », a-t-il renchéri.

Le numérique figure désormais parmi les axes prioritaires de la coopération Congo-Banque mondiale, en témoigne le lancement officiel, le 24 janvier der-



Les participants aux travaux/Adiac

nier, du Projet d'accélération de la transformation numérique (PATN). Prévu pour une durée de cinq ans, le PATN est financé par un prêt de la Banque mondiale de 100 millions de dollars, soit environ 60 milliards FCFA. Évoquant la pertinence des projets conjoints, la ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, a salué l'engagement de la

Banque mondiale à soutenir la réalisation du Plan national de développement (PND) 2022-2026. « *L'on pourrait ajouter les négociations en cours dans le domaine agricole, pilier 1 du PND, visant le projet de création des moyens de subsistance inclusifs et résilients au changement climatique en République du Congo, appelé aussi Proclimat Congo, pour un montant de 82 millions de*

dollars américains, soit environ 49,2 milliards de francs CFA », a-t-elle ajouté.

Le projet cité par la ministre prendra le relais du projet de diversification et d'agriculture commerciale censé s'achever en décembre prochain, y compris le projet d'appui à la promotion des moyens de subsistance durables dans le département du pool clos l'an dernier.

Fiacre Kombo

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

Identifier les défis pour mieux planifier les actions du terrain

Le chef d'état-major général des Forces armées congolaises (FAC), le général de division Guy Blanchard Okoï, a lancé, le 14 mars à Brazzaville, la conférence de planification des activités pour l'année 2023.

La réunion annuelle de trois jours regroupe les commandants organiques (état-major général, terre, mer, air, écoles, logistique et renseignements) et opérationnels (commandants des zones militaires de défense 1 et 9) des forces armées congolaises. Elle a pour but l'appropriation des orientations et directives des échelons supérieurs ainsi que la définition de meilleures modalités de leur mise en œuvre.

Dans son mot d'ouverture, Guy Blanchard Okoï a invité les conférenciers à s'approprier et identifier les défis qui pourront impacter les actions sur le terrain et de pouvoir envisager des réponses ainsi qu'une organisation adéquate et cohérente du travail pour l'année 2023.

Les thèmes retenus par le commandement des FAC, a-t-il indiqué, couvrent un large éventail des domaines qui permettront d'enrichir la compréhension de tous sur les budgets, la gestion des ressources humaines, les opérations, l'instruction et



La photo de famille après l'ouverture de la conférence/Adiac

« Il s'agit aussi des domaines qui ont un caractère transversal et interministériel comme l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales, une des batailles importantes avec levier du gouvernement »,

la logistique. « Il s'agit aussi des domaines qui ont un caractère transversal et interministériel comme l'action

de l'Etat en mer et dans les eaux continentales, une des batailles importantes avec levier du gouvernement », a

annoncé le général de division, Guy Blanchard Okoï.

Il sied de noter que la conférence annuelle de planifica-

tion générale des activités des FAC 2023 se déroule autour de quatre centres d'intérêt : l'appréciation du contexte général et particulier d'exécution des activités des FAC courant cette année; l'examen et la validation des projets d'instructions particulières du chef d'état-major général des FAC ; la contribution à l'approfondissement du processus de programmation générale des activités au sein du ministère de la Défense nationale ; le renforcement des connaissances sur des thématiques en rapport avec la gestion des structures et l'exercice du commandement.

Cette conférence est un moment d'échange et de dialogue fécond entre le chef d'état-major général des FAC et ses grands subordonnés. Elle s'inscrit dans une logique d'optimisation du travail et d'amélioration des performances, en adéquation avec les exigences de la gestion axée sur les résultats.

Guillaume Ondze

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES
PEINTURES

CÉRAMIQUES
MUSIQUE

L'art dans sa Généralité,
de la Tradition
à la Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
immeuble les manguiers (Mpiila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

AUTONOMISATION DES FEMMES

Un centre de formation en coupe-couture à Kimba

La 113^e journée internationale des droits des femmes a été marquée à Kimba, dans le département du Pool, par l'ouverture officielle du centre d'apprentissage en coupe-couture, agrémentée par quelques activités sportives.

Plusieurs femmes de Kimba ont pris part à la fête du 8 mars célébrée sur le thème national « Femmes, protégeons-nous contre les violences en ligne avec la loi Mouebarara ». A l'occasion, le député Antoine Bokolojoué, l'initiateur de la rencontre, a ouvert l'atelier destiné à former les femmes et jeunes filles en coupe-couture. La structure est dotée d'une vingtaine de machines à coudre et de quelques fers à repasser, des outils qui vont permettre aux apprenantes de bien assimiler les enseignements.

« De grâce, ne mettez pas de la politique dans ce don, c'est gratuit. Donnez l'occasion à toute femme désireuse d'apprendre le métier », a souligné en substance le donateur.

Se félicitant du geste du député, le sous-préfet de Kimba, Bernard Ngouala, a présenté aux bénéficiaires et futures apprenantes l'intérêt de la formation qu'elles vont recevoir. « C'est un instrument qui permettra à nos femmes, tantes, mamans et nos jeunes filles de devenir autonomes et in-



Le député Antoine Bokolojoué offrant une machine à coudre au centre de formation de Kimba

« Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts pour votre liberté. Beaucoup de promesses ont été faites sans être tenues. L'heure n'est plus à la mendicité de vos droits car la vraie liberté et la vraie indépendance ne s'acquièrent jamais sans lutte. Seule, la lutte libère »

dépendantes vis-à-vis des hommes. Mes sœurs, voilà le métier qu'il vous faut désormais apprendre dans ce centre, un don du député à l'endroit de la population de Kimba », leur a-t-il dit.

S'exprimant sur la fête du 8 mars, la présidente des femmes de Kimba, Félicité Massala, a rendu un hommage mérité au chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, pour le combat qu'il mène

au profit de la femme. Le sous-préfet de Kimba, de son côté, a appelé les femmes à prendre conscience de leur autonomisation. Bernard Ngouala a également rappelé que beaucoup de textes juri-

diques pertinents sont mis à la disposition pour la quête d'égalité homme-femme en République du Congo. « Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts pour votre liberté. Beaucoup de promesses ont été faites sans être tenues. L'heure n'est plus à la mendicité de vos droits car la vraie liberté et la vraie indépendance ne s'acquièrent jamais sans lutte. Seule, la lutte libère », a-il souligné.

Rappelant l'historique de la Journée du 8 mars, le député Antoine Bokolojoué a déclaré que cette fête est un moment exceptionnel qui marque la prise en compte des droits des femmes.

Au sujet des activités sportives, notamment le football féminin, les mamans de Kimba ont remporté la coupe en battant en finale l'équipe féminine du CEG de la localité aux tirs au buts 2-1 après un score de parité d'un but partout à l'issue du temps réglementaire. Au nzango où quatre équipes étaient aux prises, la compétition a été remportée par celle de Kimba centre.

Firmin Oye

PHÉNOMÈNE BÉBÉS NOIRS

Conscientiser les jeunes à travers la chanson

La dynamique «Po na ekolo, Samu na bwala», va lancer sous peu une campagne populaire de sensibilisation à la délinquance juvénile. Dans la perspective, l'association a signé récemment à Brazzaville un contrat de production d'une chanson avec un groupe d'artistes, devant servir pour édifier la jeunesse.



Les artistes musiciens ayant signé le contrat de production avec «Po na ekolo» Adiac

« Le Congo traverse une période de turbulence, caractérisée par une violence urbaine inédite. La cérémonie qui nous réunit ce matin marque la signature d'un contrat de production d'une chanson populaire devant servir à la dynamique «Po na ekolo» de conscientiser les jeunes dans les douze départements »

Le contrat de production de la chanson a été paraphé en présence du coordonnateur général de «Po na ekolo», Digne Elvis Tsalissan Okombi. Il vise l'enregistrement et la production, par un groupe de jeunes artistes congolais, d'un single spécial devant servir à la dynamique de bien conscientiser la jeunesse lors de sa campagne.

« Le Congo traverse une période de turbulence, caractérisée par une violence urbaine inédite. La cérémonie qui nous réunit ce matin marque la signature d'un contrat de production d'une chanson populaire devant servir à la dynamique «Po na ekolo» de conscientiser les jeunes dans les douze départements », a souligné Maleck Makhalba, l'un des ar-

tistes ayant signé le contrat. Le 26 février dernier, lors de la clôture du seizième comité directeur de «Po na ekolo», Digne Elvis Tsalissan Okombi avait souligné que la campagne populaire sera lancée dans un premier temps à Brazzaville et Pointe-Noire, les deux agglomérations dont le banditisme urbain grimpe de manière exponentielle. Ensuite, la sensibilisation va s'étendre progressivement dans les autres départements. En initiant cette campagne de conscientisation au civisme, l'objectif visé par la dynamique «Po na ekolo» est de chercher à ramener ces jeunes délinquants désœuvrés à la raison afin qu'ils deviennent des citoyens modèles, capables de contribuer au développement du Congo.

F.O.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE

PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT
DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE

UNITÉ NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 012F/PDAC-2023

ACQUISITION DES INTRANTS AGRICOLES POUR LES PROMOTEURS DES PLANS D'AFFAIRES DE RÉSILIENCE

1 La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque Mondiale, ont signé, le 20 septembre 2017, un Accord de Financement, d'un montant de 100 millions de dollars US, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC) qui clôture le 31 décembre 2023. Une partie des fonds du projet est réservée à l'acquisition de diverses fournitures pour les bénéficiaires des plans de d'affaires de résilience.

2. L'Unité Nationale de Coordination du Projet (UNCP) invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises remplissant les conditions requises à présenter une offre, sous pli fermé anonyme, avec la mention : acquisition des intrants agricoles pour les promoteurs des plans d'affaires de résilience.

3. Les fournisseurs intéressés peuvent acquérir le dossier d'appel d'offres ou obtenir tout complément d'information auprès de l'UNCP à l'adresse indiquée ci-après du lundi au vendredi entre 9 heures et 16 heures.

4. Les candidats intéressés peuvent acheter le dossier d'appel d'offres rédigé en français à l'adresse indiquée ci-après, moyennant paiement en espèces d'un montant non remboursable de 200.000 FCFA. Cette somme est payable à la comp-

tabilité, contre un reçu.

5. Les offres doivent être déposées à l'adresse ci-après, au plus tard, le vendredi 14 avril 2023, à 12 heures (heure de Brazzaville). Les soumissions doivent être accompagnées d'une garantie de soumission, sous forme de caution bancaire (voir modèle dans le DAO) représentant 2% du montant de l'offre et d'une clé USB contenant l'offre signée en format PDF.

6. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent le vendredi 14 avril 2023, à 13 heures, à l'adresse indiquée ci-après :

Unité Nationale de Coordination du Projet, sise Boulevard Denis Sassou Nguesso Mpila,
Brazzaville, République du Congo, Tel: (242) 06 858 88 88 /
E-mail: pdacmaep@gmail.com.

Fait à Brazzaville, le 14 MARS 2023

Le Coordonnateur National.



Isidore ONDOKI

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 011F/PDAC-2023

ACQUISITION DU MATÉRIEL AGRICOLE POUR LES PROMOTEURS DES PLANS D'AFFAIRES DE RÉSILIENCE

1 La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque Mondiale, ont signé, le 20 septembre 2017, un Accord de Financement, d'un montant de 100 millions de dollars US, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC) qui clôture le 31 décembre 2023. Une partie des fonds du projet est réservée à l'acquisition de diverses fournitures pour les bénéficiaires des plans de d'affaires de résilience.

2. L'Unité Nationale de Coordination du Projet (UNCP) invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises remplissant les conditions requises à présenter une offre, sous pli fermé anonyme, avec la mention : acquisition du matériel agricole pour les promoteurs des plans d'affaires de résilience.

3. Les fournisseurs intéressés peuvent acquérir le dossier d'appel d'offres ou obtenir tout complément d'information auprès de l'UNCP à l'adresse indiquée ci-après du lundi au vendredi entre 9 heures et 16 heures.

4. Les candidats intéressés peuvent acheter le dossier d'appel d'offres rédigé en français à l'adresse indiquée ci-après, moyennant paiement en espèces d'un montant non remboursable de 200.000 FCFA. Cette somme est payable à la comp-

tabilité, contre un reçu.

5. Les offres doivent être déposées à l'adresse ci-après, au plus tard, le vendredi 14 avril 2023, à 12 heures (heure de Brazzaville). Les soumissions doivent être accompagnées d'une garantie de soumission, sous forme de caution bancaire (voir modèle dans le DAO) représentant 2% du montant de l'offre et d'une clé USB contenant l'offre signée en format PDF.

6. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent le vendredi 14 avril 2023, à 13 heures, à l'adresse indiquée ci-après :

Unité Nationale de Coordination du Projet, sise Boulevard Denis Sassou Nguesso Mpila,
Brazzaville, République du Congo, Tel: (242) 06 858 88 88 /
E-mail: pdacmaep@gmail.com.

Fait à Brazzaville, le 14 MARS 2023

Le Coordonnateur National.



Isidore ONDOKI

MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ELEVAGE ET DE LA PÊCHE

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT
DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE

UNITE NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

Avis d'Appel d'Offres National N° 013F/PDAC-2023

ACQUISITION DES REPRODUCTEURS, ALIMENTS DE BETAIL ET PRODUITS VETERINAIRES POUR LES PROMOTEURS DES PLANS D'AFFAIRES DE RESILIENCE

1 La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque Mondiale, ont signé, le 20 septembre 2017, un Accord de Financement, d'un montant de 100 millions de dollars US, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC) qui clôturera le 31 décembre 2023. Une partie des fonds du projet est réservée à l'acquisition de diverses fournitures pour les bénéficiaires des plans de d'affaires de résilience.

2. L'Unité Nationale de Coordination du Projet (UNCP) invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises remplissant les conditions requises à présenter une offre, sous pli fermé anonyme, avec la mention : acquisition des reproducteurs, aliment de bétail et produits vétérinaires pour les promoteurs des plans d'affaires de résilience.

3. Les fournisseurs intéressés peuvent acquérir le dossier d'appel d'offres ou obtenir tout complément d'information auprès de l'UNCP à l'adresse indiquée ci-après du lundi au vendredi entre 9 heures et 16 heures.

4. Les candidats intéressés peuvent acheter le dossier d'appel d'offres rédigé en français à l'adresse indiquée ci-après, moyennant paiement en espèces d'un montant non remboursable de 200.000 FCFA. Cette somme est payable à la comp-

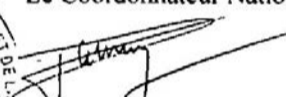
tabilité, contre un reçu.

5. Les offres doivent être déposées à l'adresse ci-après, au plus tard, le vendredi 14 avril 2023, à 12 heures (heure de Brazzaville). Les soumissions doivent être accompagnées d'une garantie de soumission, sous forme de caution bancaire (voir modèle dans le DAO) représentant 2% du montant de l'offre et d'une clé USB contenant l'offre signée en format PDF.

6. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent le vendredi 14 avril 2023, à 13 heures, à l'adresse indiquée ci-après :

Unité Nationale de Coordination du Projet, sise Boulevard Denis Sassou Nguesso Mpila,
Brazzaville, République du Congo, Tel: (242) 06 858 88 88 /
E-mail: pdacmaep@gmail.com.

Fait à Brazzaville, le 14 MARS 2023

Le Coordonnateur National.

Isidore ONDOKI

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 014F/PDAC-2023

ACQUISITION DU MATERIEL ROULANT ET NAUTIQUE POUR LES PROMOTEURS DES PLANS D'AFFAIRES DE RESILIENCE

1. La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque Mondiale, ont signé, le 20 septembre 2017, un Accord de Financement, d'un montant de 100 millions de dollars US, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC) qui clôturera le 31 décembre 2023. Une partie des fonds du projet est réservée à l'acquisition de diverses fournitures pour les bénéficiaires des plans de d'affaires de résilience.

2. L'Unité Nationale de Coordination du Projet (UNCP) invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises remplissant les conditions requises à présenter une offre, sous pli fermé anonyme, avec la mention : acquisition du matériel roulant et nautique pour les promoteurs des plans d'affaires de résilience.

3. Les fournisseurs intéressés peuvent acquérir le dossier d'appel d'offres ou obtenir tout complément d'information auprès de l'UNCP à l'adresse indiquée ci-après du lundi au vendredi entre 9 heures et 16 heures.

4. Les candidats intéressés peuvent acheter le dossier d'appel d'offres rédigé en français à l'adresse indiquée ci-après, moyennant paiement en espèces d'un montant non remboursable de 200.000 FCFA. Cette somme est payable à la comp-


tabilité, contre un reçu.

5. Les offres doivent être déposées à l'adresse ci-après, au plus tard, le vendredi 14 avril 2023, à 12 heures (heure de Brazzaville). Les soumissions doivent être accompagnées d'une garantie de soumission, sous forme de caution bancaire (voir modèle dans le DAO) représentant 2% du montant de l'offre et d'une clé USB contenant l'offre signée en format PDF.

6. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent le vendredi 14 avril 2023, à 13 heures, à l'adresse indiquée ci-après :

Unité Nationale de Coordination du Projet, sise Boulevard Denis Sassou Nguesso Mpila,
Brazzaville, République du Congo, Tel: (242) 06 858 88 88 /
E-mail: pdacmaep@gmail.com.

Fait à Brazzaville, le 14 MARS 2023

Le Coordonnateur National.

Isidore ONDOKI

CAN U-20

Déo Gracias Bassinga et Prince Soussou dans le XI type de la phase de groupes

Le groupe d'études technique de la Confédération africaine de football (CAF) a révélé le onze type de la phase de groupes de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) des moins de 20 ans dans lequel les Congolais Déo Gracias Bassinga et Prince Soussou Ilendo ont ébloui les observateurs.

Les noms des meilleurs joueurs par poste de la phase de groupes ont été dévoilés en attendant le onze de toute la compétition dans lequel l'attaquant congolais a sa place à défendre. Déo Gracias Bassinga a terminé co-meilleur buteur de la CAN avec le Sénégalais Pape Diop avec quatre réalisations. Le Sénégalais ayant remporté la compétition a gagné ce prix de meilleur buteur. Les deux joueurs composent le trio d'attaque du onze type de la phase de poules avec l'Ougandais Rogers Mugisha.

Au-delà de l'échec en quart de finale, la compétition a été une réussite pour Déo Gracias Bassinga élu deux fois homme du match. La première fois au terme du match qui a opposé, le 20 février, le Congo et le Sud Soudan. Il avait mis les Diables rouges dans le droit chemin en ouvrant le score lors de leur victoire 2-1. Muet face à l'Ouganda et la République centra-



Déo Gracias BassingaDR

fricaine, il a marqué les esprits en signant un triplé pendant le quart de finale qui a opposé le Congo à la Tunisie, soldé par la victoire des jeunes tunisiens aux tirs au but, pour se consoler du prix de l'homme du match. Son deuxième but contre la Tunisie figure parmi les dix meilleurs de la compétition sélectionnés par la CAF. Dans la peau de capitaine après

l'expulsion de Claude Ngongara, le milieu du terrain Prince Soussou Ilendo, buteur sur penalty face au Sud Soudan, a lui aussi tapé dans l'œil des observateurs. Il avait été également élu homme du match lors du nul 2-2 concédé le 23 février par le Congo devant l'Ouganda. Son rythme de travail et sa performance globale ont permis au Congo, qui évoluait en infériorité



Prince Soussou IlendoDR

numérique, d'obtenir ce précieux point devant l'Ouganda. Déo Bassinga et Prince Soussou ont été les hommes clés des Diables rouges. C'est en toute logique qu'ils représentent le Congo dans ce onze type. Les Sénégalais dominent logiquement ce onze type grâce à la présence de quatre Lionceaux de la Teranga. Le gardien Landing Badji a terminé la

compétition sans concéder de but. Mamadou Camara et Pape Diop sont alignés au milieu du terrain avec le Congolais Prince Soussou. La défense est composée de l'Ougandais Torach Okachi, du Gambien Alagie Saine, du Béninois Abdoul Rachid et du Nigérian Solomon Agbalaka. Le Gambien Abdoulie Bojang est le coach.

James Golden Eloué

CLOSE COMBAT

Le cercle sportif Funitan poursuit son dynamisme

Dans le cadre du respect des instructions du président de la Fédération internationale de close combat (Ficc), Jean Marc de Morgues, le Centre sportif Funitan (CSF), l'un des meilleurs clubs de close combat de Brazzaville, a organisé le 12 mars une grande marche sportive.



Une vue des participants à la marche sportiveDR

La marche sportive visant à maintenir la cohésion, l'endurance et autres atouts sportifs des athlètes a permis aux responsables du club, notamment le président Noé Kakoula et le directeur technique national, Francis Mahoungou, de promouvoir le close combat. Le départ et l'arrivée étaient au centre de formation Gothia de Mfilou. Cette grande activité dominicale a connu la participation de plusieurs membres, parents d'élèves et sympathisants du CSF. Elle a été réalisée en trois principales phases : marche sportive aux allures d'un mini

parcours du combattant, visite collective du membre fédéral malade avant de terminer par un apéritif. En effet, de Gothia au pont de Mayité puis de Mayité jusqu'à Kinsoundi-Massina, via les quartiers Diata et Château d'eau, sac à dos, baskets aux pieds, les vaillants close combattants de l'école Funitan, du plus petit au plus grand, au rythme du moniteur, ont tenu le coup malgré le soleil accablant. Au menu, il y avait la course, des flexions, des escalades. Selon le directeur technique national, la motivation était grande ; ce qui du reste a susci-

té l'enthousiasme, l'admiration des passants et riverains pour le close-combat. Après cette phase meublée d'énormes efforts physiques et la visite du membre malade, toute la troupe a pris part à un moment convivial aux allures d'une fête de l'an. Profitant de cette belle occasion, le moniteur Francis a rappelé à tous les principales missions techniques et déontologiques de l'heure assignées au CSF, valables pour cette saison sportive, en rapport bien sûr avec le programme fédéral en cours.

Rude Ngoma

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe (Kosovo, Luxembourg, Malte et Portugal)

Kosovo, 25^e journée, 1^{re} division

Raddy Ovouka est resté sur le banc lors du succès du Drita Gjila face au FC Gjilani (1-0). Archange Bintsouka était titulaire lors de la défaite de Drenica à Dukajgini (0-2). Drita est premier avec 51 points, Drenica est dernier avec 23 points.

Luxembourg, 20^e journée, 1^{re} division

Herman Moussaki est entré à la 46^e min lors de la défaite de Dudelange face à l'UT Pétange (0-1). Christoffer Mafoumbi n'était pas dans le groupe de Differdange, tombeur de Monnerich (2-0). Kablan Ngoma, titulaire, et le Racing Union chutent à Rosport (2-4). L'Etzella Ettelbrück prend un point à Hesperange (2-2), avec Godmer Mabouba titulaire.

Malte, 22^e journée, 1^{re} division

Fodé Doré est entré à la 81^e min lors du match nul de Mosta face à Birkirkara (1-1). Balzan prend un point à Valletta (0-0), avec Delvin Ndinga entré à la 71^e min. Balzan est 4^e avec 40 points, devant Mosta, 6^e avec 37 points. Portugal, 24^e journée, 1^{re} division Boavista et Gaius Makouta, remplacé à la 89^e min, sont punis sur la pelouse du Sporting Lisbonne (0-3). Les Portugais sont 9^{es} avec 30 points.

Portugal, 22^e journée, 3^e division

Jason Bahamboula était titulaire lors du revers de la réserve du Vitoria Guimaraes face à Felgueiras (1-3). Ismaël Kanda n'était pas dans le groupe du Vitoria Setubal, perdu à Amora (0-2).

Camille Delourme

SANTÉ

Des journées portes ouvertes sur le dépistage et la sensibilisation aux maladies du rein

Une campagne de sensibilisation et de dépistage des maladies du rein a été lancée, le 13 mars, à l'hôpital général Adolphe-Sicé de Pointe-Noire (HGAS), à l'occasion de la Journée mondiale du rein, en présence de Lambert Chakirou, directeur général de cet établissement hospitalier.

La campagne prendra fin le 18 mars et a pour objectif de dépister des maladies rénales mais aussi de détecter les cas d'hypertension et de diabète qui sont des maladies silencieuses. D'où l'intérêt du dépistage systématique, a dit le Dr Audrey Florette Missamou, chef de service néphrologie à l'hôpital général Adolphe-Sicé. « La prise en charge de cette pathologie étant tellement onéreuse, il est donc important de mettre l'accent sur la prévention et la sensibilisation pour ralentir son évolution vers une insuffisance rénale dite « terminale », c'est-à-dire quand les reins ne fonctionnent plus », a-t-il précisé.

Célébrée sur le thème « La santé rénale pour tous - Se préparer à l'inattendu, soutenir les plus vulnérables », la 18e journée mondiale du rein est marquée à l'hôpital général Adolphe-Sicé par des programmes de dépistage, de prévention, de développement de nouvelles thérapeutiques, d'aide aux malades et d'encouragement à la recherche. « Nos modes de vie actuels, l'alimentation déséquilibrée, la sédentarité sont des facteurs aggravants et l'augmentation du nombre de patients souffrant de diabète ou d'hypertension artérielle



Une vue de la salle au lancement de la campagne sur les maladies du rein/Adiac

« En ce qui concerne la prévention artérielle de la maladie rénale chronique, elle passe par le traitement précoce et adapté des deux causes principales de l'insuffisance rénale, à savoir l'hypertension artérielle et le diabète. Le contrôle de la pression artérielle et de la glycémie est indispensable pour éviter une évolution, à long terme, vers la maladie rénale chronique puis l'insuffisance rénale. La prise en charge de tous les facteurs de risque sur lesquels il est possible d'agir est également un moyen de prévention »

entraîne «mécaniquement» une augmentation des cas d'insuffisance rénale », a dit

Lambert Chakirou. « En ce qui concerne la prévention artérielle de la maladie rénale

chronique, elle passe par le traitement précoce et adapté des deux causes principales

de l'insuffisance rénale, à savoir l'hypertension artérielle et le diabète. Le contrôle de la pression artérielle et de la glycémie est indispensable pour éviter une évolution, à long terme, vers la maladie rénale chronique puis l'insuffisance rénale. La prise en charge de tous les facteurs de risque sur lesquels il est possible d'agir est également un moyen de prévention », a-t-il signifié.

Après l'hôpital général Adolphe-Sicé, le dépistage et la sensibilisation des maladies du rein vont se poursuivre à l'infirmerie de la Base aérienne, dans le premier arrondissement Emery-Patrice Lumumba, au Centre de santé intégré de Siafoumou, dans le cinquième arrondissement Mongo Mpoukou, à la direction départementale de l'Economie forestière et au siège de la préfecture de Pointe-Noire. La conférence débat sur les maladies du rein va clôturer, le 18 mars, ladite campagne. Signalons qu'à travers le monde, un adulte sur dix, soit près de 850 millions de personnes, souffrent d'une affection rénale et environ 80 % d'entre elles résident dans des pays à revenu faible ou intermédiaire, notamment en Afrique subsaharienne. Le Congo n'est donc pas épargné.

Hervé Brice Mampouya

SÉCURITÉ FRONTALIÈRE

Le Congo et l'Angola se concertent

Le général de brigade Jean Olessongo Ondaye, commandant de la zone militaire de défense n° 1 (Pointe-Noire/Kouilou), et le nouveau commandant de la région militaire et de la police du Cabinda, le lieutenant-général T. Toussaint dos Santos, se sont concertés la semaine dernière à Tchiamba-Nzassi sur la question de la sécurité de leurs frontières communes.

Les deux commandements se sont entendus pour renforcer la sécurité à la frontière des deux pays, tout en facilitant la circulation des biens et des personnes de part et d'autre. Jean Olessongo Ondaye et T. Toussaint dos Santos ont exprimé leur satisfaction au terme des échanges, symbole de paix, de fraternité et de belle coopération entre le Congo et l'Angola. Ils ont souligné que la relation entre les deux pays allait au-delà de l'amitié ou du simple voisinage. « Nous pouvons dire que notre feuille de route a été initiée depuis des années par les présidents Ma-

rien Ngouabi et Agostinho Neto. Nous constatons aussi, avec bonheur et fierté, que le même itinéraire est suivi par nos deux chefs d'Etat actuels, à savoir João Lourenço et Denis Sassou N'Guesso. Nous constatons

chefs d'Etat sont des patrons de médiations internationales », a dit Jean Olessongo Ondaye.

Cette réunion de concertation fait suite aux recommandations de la réunion ministérielle de 2022, au cours de

l'Ordre public, Raymond Zéphirin Mboulou, et l'Angola, à travers le ministre Eugénio César Laborinho, avaient pris l'engagement d'assurer la sécurité au niveau de leur frontière commune.

Les deux ministres avaient,

tion bilatérale en matière de sécurité et de l'ordre public, analysé le degré de mise en œuvre du protocole qui institutionnalise le sous-comité de vérification des frontières terrestres et fluviales, évalué la pertinence de la signature d'un accord pour la constitution de la commission permanente mixte de défense et de sécurité Angola/Congo, ainsi que la nécessité de réactiver les réunions régulières entre les deux gouvernements. Notons que la prochaine réunion sur les questions de sécurité frontalières entre les deux commandements aura lieu en Angola à une date ultérieure.

Hugues Prosper Mabonzo

« Nous pouvons dire que notre feuille de route a été initiée depuis des années par les présidents Marien Ngouabi et Agostinho Neto. Nous constatons aussi, avec bonheur et fierté, que le même itinéraire est suivi par nos deux chefs d'Etat actuels, à savoir João Lourenço et Denis Sassou N'Guesso. Nous constatons encore qu'il n'y a pas de hasard, parce que nos deux chefs d'Etat sont des patrons de médiations internationales »

encore qu'il n'y a pas de hasard, parce que nos deux

laquelle le Congo, à travers le ministre de la Sécurité et de

entre autres, évalué l'état actuel des relations de coopéra-

POLITIQUE EXTÉRIEURE

La Chine poursuit son élan de développement

Après plus d'une semaine d'échanges, la 14^e Assemblée populaire nationale (APN) s'est clôturée le 13 mars au Grand Palais du peuple, à Pékin, en présence du président de la République, Xi Jinping, et de biens d'autres autorités chinoises.

Durant plus d'une semaine, les organes suprêmes législatifs et consultatifs de la Chine, à savoir la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCP-PC) et la 14^e APN, s'étaient réunis à Pékin en vue de discuter des politiques cruciales à mettre en place et à réaliser pour l'avenir du pays.

En ce qui concerne la 14^e APN qui s'est clôturée en dernier dans une atmosphère chaleureuse, elle a, entre autres, permis à ses députés d'adopter par vote des résolutions sur le rapport d'activités du gouvernement; l'exécution du plan national de développement économique et social pour 2023; l'exécution des budgets centraux et locaux pour 2023. Les députés ont également adopté des résolutions sur les rapports de travail du 13^e Comité permanent de l'APN, de la Cour populaire suprême et du Parquet populaire suprême. Aussi, ils ont procédé à une révision de la loi sur la législation ainsi qu'aux choix et aux votes de quelques membres des organes de l'Etat. Li Qiang présente les priorités du gouvernement

Après la clôture de l'événement politique, le Premier ministre chinois nouvellement nommé, Li Qiang, a tenu une conférence de presse avec les médias nationaux et internationaux au cours de laquelle il a partagé la vision du nouveau gouvernement entre les mains duquel se tient l'avenir d'environ 1,4 milliard d'habitants. Si ce chiffre représente un immense défi pour les autorités chinoises en termes d'attentes à combler, il représente tout aussi une opportunité en terme de mains d'œuvre et de talents. Pour le Premier



Le président Xi Jinping entouré des membres du gouvernement et des députés de l'APN./DR

ministre, il s'agira donc de se concentrer sur une approche de développement de haute qualité centrée sur les personnes et sur l'approfondissement des réformes ainsi que de l'ouverture. Cette ambition s'aligne aux décisions et plans importants pris lors du 20^e Congrès national du Parti communiste chinois (PCC) qui définit les schémas de développement du pays pour les cinq prochaines années et au-delà.

« Le gouvernement fera des efforts considérables sur chaque élément de travail concernant les moyens de subsistance de la population, sachant que le but ultime du PCC et du gouvernement est d'améliorer le bien-être de la population. La plupart des gens ne regardent pas en permanence la croissance du produit intérieur brut. Ce qui les intéresse le plus, ce sont les choses qui concernent leur vie quotidienne, telles que le logement, l'emploi, les revenus, l'éducation, les services médi-

caux et l'environnement. Par conséquent, le gouvernement doit toujours planifier et mener à bien son travail à la lumière de ce que ressent le peuple et agir selon les aspirations du peuple », a souligné Li Qiang.

Dans son échange avec les journalistes, le Premier ministre a déclaré que l'objectif de développement du pays est en train de passer de la satisfaction des besoins fondamentaux de la population à l'amélioration de la qualité de sa vie. En effet, s'il est vrai qu'en tant que deuxième économie mondiale la Chine a fait de grands progrès dans le développement économique et social, « son développement est encore déséquilibré et inadéquat », a noté Li Qiang. « Tout volume global divisé par le 1,4 milliard d'habitants deviendra un petit chiffre par habitant. En cela, nous devons appliquer pleinement et fidèlement la nouvelle philosophie de développement sur tous les fronts,



Le Premier ministre chinois, Li Qiang face à la presse./DR

travailler à créer un nouveau modèle de développement et nous concentrer sur la promotion d'un développement de haute qualité », a-t-il ajouté.

À cette fin, Li Qiang a souligné la nécessité de renforcer la capacité d'innovation scientifique, de moderniser le système industriel et de poursuivre la transition vers un développement vert. A en croire ses propos, l'approfondissement de la réforme et de l'ouverture est essentiel pour faire avancer la modernisation de la Chine et atteindre l'objectif du deuxième centenaire du pays. « Cette année marque le 45^e anniversaire de la réforme et de l'ouverture en Chine, dont l'avènement a eu un impact non seulement sur la Chine mais sur le monde entier », a précisé Li Qiang

La Chine souhaite s'ouvrir plus largement au monde

Bien qu'ayant pleinement confiance dans l'économie de ce

vaste pays aux défis immenses, Li Qiang a souligné que des efforts redoublés sont nécessaires pour atteindre l'objectif de croissance du produit intérieur brut de la Chine d'environ 5% cette année. En cela, le pays souhaite poursuivre une stratégie axée sur l'emploi et augmenter le soutien du gouvernement pour stimuler la création d'emplois.

« Les entreprises privées en Chine bénéficieront d'un meilleur environnement et d'un espace de développement plus large. Le gouvernement continuera de favoriser un environnement commercial fondé sur le marché et sur la loi, conformément aux normes internationales et de créer des conditions équitables pour les entreprises privées et d'aider les entrepreneurs à se développer et à prospérer », a fait savoir le Premier ministre.

De notre envoyée à Beijing,
Merveille Jessica Atipo

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Flintlock forme des soldats africains

Quelque 1300 soldats africains de trente pays s'entraînent depuis une dizaine de jours dans le cadre du Flintlock 2023, un exercice annuel de lutte contre le terrorisme mené par le commandement des opérations spéciales des Etats-Unis pour l'Afrique, en vue de mieux protéger les frontières de leurs pays.

Dans le cadre de l'appui sécuritaire aux pays africains, l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme de Jacquville, en Côte d'Ivoire, a accueilli, le week-end dernier, 1300 militaires de trente pays africains, dans le cadre de l'exercice militaire Flintlock 2023. Cette formation spécifique prépare les pays africains aux opérations de sécurité maritime et favorise l'interopérabilité ainsi que la sécurité collective. Les soldats ont débarqué dans un village où les habitants

s'affairaient à leurs activités quotidiennes. Les hôtes du week-end ont échangé avec ces derniers pour se familiariser avec eux. Ils en ont profité pour poser toutes sortes de questions, particulièrement celles relatives à la présence d'armes, d'hommes armés ou de terroristes dans la localité. Certains soldats se sont rap-

prochés même du chef de village pour savoir davantage. En fait, ceux-ci étaient là pour une vérification suite à une rumeur de la présence de terroristes. Après le départ des soldats, le chef du village a réuni la population quant au danger qui est à l'horizon. Au retour des soldats, elle sera victime d'une embuscade as-

sortie d'explosions, ce qui va compliquer le chemin du retour. La réaction des soldats est sans effet réel car ils font face à des assaillants équipés. Ils sont alors obligés de solliciter un renfort pour s'en sortir. Les éléments venant en appui sont aussi pris à partie par des terroristes embusqués. Malgré cette violente attaque et les blessés dans leur rang, ils réussissent à s'en sortir, in fine, appliquant les nouvelles stratégies apprises au cours de la formation avec les spécialistes américains.

Flintlock est le premier et le plus grand exercice d'opérations spéciales annuel du Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique pour le renforcement des capacités des Forces d'opérations spéciales africaines et internationales. Cet exercice, selon l'ambassade des Etats-Unis à Abidjan, se déroule « sur la base du respect mutuel et de la collaboration afin de faire avancer les intérêts communs de la stabilité régionale ». Pour 2023, l'exercice Flintlock prend fin le 15 mars.

Noël Ndong

« sur la base du respect mutuel et de la collaboration afin de faire avancer les intérêts communs de la stabilité régionale ».
Pour 2023, l'exercice Flintlock prend fin le 15 mars.